

***Tripoli, Libye, 20 novembre (Infosplusgabon) - L'organisation des élections générales, comme solution faisant l'unanimité entre Libyens et pouvant sortir le pays de la crise en surmontant les questions litigieuses et divergentes, s'est imposée en Libye après la clôture du premier round du dialogue politique inter-libyen, sans avoir réglé la question de la formation d'une nouvelle autorité destinée à gérer la phase de transition, un revers, pour certains malgré les réalisations concrétisées au cours de la rencontre à Tunis ayant permis de progresser vers un règlement politique.***

Les 75 représentants libyens au Forum du dialogue politique réunis du 9 au 15 novembre courant à Tunis, encouragés par les résultats de la Commission militaire conjointe 5+5, se sont mis d'accord par consensus sur une feuille représentant un processus fondé sur les droits et reflète les espoirs ainsi que les aspirations exprimées par une frange importante de Libyens qui veulent faire prévaloir l'intérêt de leur pays et lui faire recouvrer sa stabilité.

Les participants ont également convenu de la nécessité de réformer le pouvoir exécutif, définissant la structure et les prérogatives du Conseil présidentiel et d'un chef de gouvernement distinct, tout comme ils ont également décidé des critères d'éligibilité pour ces postes.

Ils ont convenu de l'organisation des élections nationales crédibles, inclusives et démocratiques, qui se tiendront le 24 décembre 2021, date historique, qui coïncidera avec le 70ème anniversaire de la proclamation par la Libye de son indépendance en 1951.

Les réunis à Gamamrth, banlieue de Tunis, n'ont, cependant, pas pu s'accorder sur la formation d'une nouvelle autorité exécutive, car les divergences et les polémiques ont commencé dès qu'ils ont abordé les noms des personnalités pour occuper ces postes.

D'ailleurs, certains ont affirmé l'existence de l'argent politique pour corrompre des participants afin de voter pour des noms déterminés postulant au poste de direction au sein de cette nouvelle autorité attendue.

La Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général de l'ONU, Stephanie Williams a promis d'enquêter sur les fortes présomptions de tentatives de corruption sur l'existence d'argent politique.

D'ailleurs, ces soupçons de tentatives de corruption ont poussé des membres du Forum du dialogue politique à demander, à la Mission d'Appui des Nations Unies en Libye (MANUL) "de suspendre la participation de tous les membres visés par de graves allégations concernant l'existence de pratiques de corruption et d'utilisation de fonds politiques dans le cadre du processus de nomination de personnalités au pouvoir exécutif".

Dans une lettre qu'ils ont adressée au Secrétaire général des Nations Unies et à la Mission de l'ONU, quelque 56 membres ont également demandé à la MANUL que les procédures d'enquête sur ces allégations soient menées "avec le plus haut degré de transparence", les appelant "à informer le peuple libyen des résultats de cette enquête, car ils en sont le propriétaire légitime et souverain à cet égard".

Les auteurs de la lettre ont expliqué que leur demande intervient à la lumière de ce que la Représentante spéciale par intérim du Secrétaire général des Nations Unies en Libye a annoncé lors de la conférence de presse concernant l'existence d'allégations graves relatives à l'existence de pratiques de corruption et l'utilisation de fonds politiques lors du processus de nomination au poste de Premier ministre, et qu'une enquête est en cours. Il s'agit de révéler les circonstances de l'affaire, ajoutant que s'il est prouvé que certaines parties sont compromises, elles seront exposées à des sanctions internationales, ont ajouté les membres du Forum du dialogue inter-libyen.

Le report de la formation de la nouvelle autorité au cours du round de Tunis, a mis au devant de la scène, l'option de l'organisation des élections générales comme issue permettant de renouveler la légitimation des institutions et remettre la parole aux Libyens pour choisir leurs dirigeants

Une vaste élan positif a accueilli l'annonce de la date de l'organisation des élections, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger, se félicitant de cette opportunité pour les Libyens d'aller vers la paix, la sécurité, la stabilité et le reconstruction de leur pays.

C'est ainsi que le président du Conseil présidentiel, Fayez Al-Sarraj, qui a salué les résultats du Forum, s'est engagé à octroyer les moyens financiers à la Haute Commission électorale nationale libyenne (HNEC) pour organiser cette échéance. Il a promis qu'"il mobilisera toutes les ressources disponibles pour lui permettre d'accomplir son travail de manière efficace et professionnelle".

M. Al-Sarraj qui a réaffirmé son plein soutien à la tenue d'élections, a souligné que cela renforce les revendications des citoyens, rappelant ses initiatives qu'il a lancées successivement pour sortir de la crise actuelle, dont la plus récente remonte à juin 2019, qui prévoyait la tenue d'un Forum libyen représentant toutes les composantes et spectres du peuple, au cours duquel un accord est conclu pour adopter une base constitutionnelle sur laquelle seront tenues simultanément des élections présidentielle et parlementaires avant la fin de l'année mentionnée sous la supervision et l'organisation logistique et sécuritaire des Nations Unies.

Le président du Conseil présidentiel, a souligné l'importance de respecter la date annoncée pour la tenue de ces élections.

Début novembre lorsqu'il avait annoncé surseoir à la décision de démissionner pour céder le pouvoir fin octobre à une nouvelle autorité en raison du retard accusé par la Commission du dialogue politique à choisir une autorité, il a réitéré son appel à toutes les parties libyennes à s'engager positivement dans les dialogues à venir, à travailler pour unifier les institutions de l'État et à donner la priorité à l'intérêt national suprême.

Il a plaidé pour la nécessité d'accélérer l'achèvement de cette réalisation importante pour mener aux élections qu'il a considérées comme "le rêve prometteur des jeunes et l'espoir prévisible de demain".

Pour lui, sa position politique est constante à travers son insistance à plusieurs reprises sur la nécessité d'aller à des élections directes, dans lesquelles les Libyens exprimeront leur choix librement et volontairement, ce qui conduit finalement à une étape permanente, expliquant qu'il était crucial de concentrer les efforts sur la recherche d'une base constitutionnelle sur laquelle ces élections se dérouleront au lieu d'entrer dans une nouvelle phase de transition.

Cette volonté d'aller vers les élections sur lesquelles se sont accordés les Libyens lors du Forum du dialogue politique, s'est reflétée par les entretiens que le président de la Haute Commission électorale libyenne, Imed Al-Sayeh a eu avec le vice-président du Conseil présidentiel, Ahmed Maitig et le membre du Conseil présidentiel, Mohamed Ammari Zayed, sur l'octroi du budget nécessaire aux préparatifs pour organiser dans les meilleures conditions.

Cette option de recours aux élections qui seront organisées par l'autorité actuellement en place, semble ne pas être écartée par la Mission d'Appui des Nations Unies qui supervise le processus politique.



En effet, si la rencontre virtuelle du Forum du dialogue politique libyen ne parvient pas à se mettre d'accord sur la nomination d'une nouvelle autorité, ce qui est très probable, selon les observateurs, les élections s'imposeront davantage comme la solution pour résoudre la crise libyenne.

La Représentante du Secrétaire général de l'ONU, Stephanie Williams a, affirmé lors de son briefing, ce jeudi, devant le Conseil de sécurité qu'en cas de non accord entre les parties libyennes sur la formation d'une nouvelle autorité, une alternative existe, à savoir, respecter l'agenda de la feuille de route élaborée à Tunis.

Ahmed Mahmoud Abdeljaouad, analyste politique libyen a affirmé que "les allusions de Stephanie Williams à des alternatives à l'autorité signifient que cette question sera surmontée

par le maintien des élections à leur date le 24 décembre 2021 et œuvrer à parachever les dispositions pour les mener à leur échéance".

Il a ajouté que "cela signifie que le Conseil présidentiel actuel, sera maintenu tel qu'il est et sera chargé de mener cette phase de transition jusqu'aux élections", estimant qu'il est difficile que la question des noms soient surmontée d'autant plus que lors des rencontres directes entre participants libyens à Tunis, cette question a fait émergé les divergences entre Libyens d'où la clôture de ce premier cycle sans parvenir à un accord et la programmation d'une session par vidéo-conférence".

M. Aldeljaouad a reconnu que "des risques réels existent de l'apparition de nouvelles tensions qui pourront raviver la confrontation entre parties libyennes vu que le délai d'un an pour effectuer les élections est très long", rappelant que "les Libyens sont lassés de la détérioration de leurs conditions de vie qui s'est accentuée sous l'ère du Conseil présidentiel du gouvernement d'union nationale entraînant des manifestations de jeunes pour exprimer leur ras-le bol".

Selon lui, "la seule orientation dans laquelle devrait s'engager les participants du Forum libyen est de rechercher une base constitutionnelle consensuelle pour l'organisation de ces élections", ajoutant que "la Mission onusienne et la communauté internationale doivent s'atteler à maintenir les acquis du cessez-le-feu et la mise en œuvre de toutes ses clauses, en particulier, le retrait des forces armées vers le quartier général et le départ des mercenaires et combattants étrangers du pays".

Il a signalé que "le déploiement d'observateurs étrangers pour superviser le contrôle du cessez-le-feu est de permettre à soutenir la paix et la stabilité en Libye jusqu'à la tenue de ces élections", suggérant "l'adoption d'une résolution à l'ONU pour rendre coercitives toutes les décisions convenues au dialogue politique et militaire entre les Libyens".

FIN/INFOSPLUSGABON/ASQ/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon